



U

ne réforme fiscale pour la création d'emplois et une économie durable

2014 / 2
25 | 03 | 2014

-  COMMUNAUTÉ
-  PROSPÉRITÉ
-  PROTECTION

Pour l'après élections, Itinera demande aux partis d'envisager, en plus de leurs projets fiscaux actuels, un glissement supplémentaire de l'imposition du travail vers la consommation. D'après les calculs d'Itinera, cette opération est budgétairement réalisable sans impact conséquent au niveau de la répartition des revenus.

La Belgique connaît globalement une pression fiscale élevée. Un glissement de la pression fiscale vers d'autres domaines que le travail s'impose absolument. Le défi du prochain gouvernement est une fiscalité plus **équitable** qui fournit en toute transparence des **stimulants** pour notre économie.

Dans son rapport intitulé "Vers une réforme fiscale pour notre pays", Itinera plaide pour une réforme fiscale réaliste du point de vue budgétaire. Différentes pistes ont été analysées en termes d'impacts budgétaire et redistributif. Pour l'après élections, Itinera demande aux partis d'envisager, en plus de leurs projets fiscaux actuels, un glissement supplémentaire de l'imposition du travail vers la consommation. D'après les calculs d'Itinera, cette opération est budgétairement réalisable sans impact conséquent au niveau de la répartition des revenus. Parallèlement à cela, la fiscalité pourrait être simplifiée en regroupant les possibilités de déductions en corbeilles, dont l'affectation serait laissée au libre choix du contribuable. La création d'une agence unique de lutte contre la fraude tant fiscale que sociale permettra de combattre la fraude de façon plus efficace. Le prochain gouvernement doit en outre insister sur une coordination et un régime international cohérent pour la fiscalité des sociétés.

Une réforme fiscale pour la création d'emplois et une économie durable

Certains impôts sont moins néfastes que d'autres pour le développement économique. En bas du classement, il y a l'impôt des sociétés considéré comme le plus néfaste, et tout en haut l'impôt immobilier considéré comme le moins gênant, en passant par l'impôt des personnes physiques et l'impôt sur la consommation.

En Belgique, l'accent devrait être mis sur un glissement de l'imposition du travail vers **un mix de taxes moins néfaste**. Dans un contexte budgétaire difficile, les entreprises doivent elles aussi payer leur juste part. Dans le cadre de l'évaluation des réformes fiscales, il ne faut pas uniquement considérer les risques de délocalisation des activités actuelles, mais aussi penser aux incitants destinés à attirer de **nouveaux investissements** dans notre pays.

De manière spécifique, Itinera considère qu'il convient d'enraciner les best practices en matière de fiscalité de l'innovation. Pour que la perception soit correcte, il faut que l'on vérifie si les avantages fiscaux octroyés génèrent réellement de l'innovation, ce qui de nos jours n'est pas systématiquement garanti.

Déplacer l'imposition du travail, mais le faire de façon intelligente

Le prochain gouvernement devra être prudent sur le plan de la **faisabilité budgétaire** mais en même temps faire preuve de suffisamment d'audace pour alléger la fiscalité du travail. Pour l'après élections, Itinera demande aux partis d'envisager, en plus de leurs projets fiscaux actuels, un glissement supplémentaire de l'imposition du travail vers la consommation. D'après les calculs d'Itinera, cette opération est budgétairement réalisable sans impact conséquent au niveau de la **répartition des revenus**. Nous plaidons en faveur d'adaptations intelligentes du traitement fiscal des éléments composant le patrimoine. En ce qui concerne l'imposition des biens immobiliers, nous plaidons pour une adaptation des revenus cadastraux par rapport à la réalité. Compte tenu de la problématique de l'abordabilité des habitations, il faut surtout veiller à encourager l'offre de logements neufs.

Simplification fiscale par le biais de corbeilles de déduction, dans lesquelles le contribuable peut choisir

Itinera propose de **sabrer radicalement dans le nombre de déductions** et de regrouper les possibilités de déduction dans des corbeilles. Certes, les déductions ne disparaîtront probablement jamais toutes, mais nous avons aujourd'hui l'opportunité de nous atteler enfin au **regroupement des possibilités de déduction en corbeilles**. Chaque corbeille contiendrait un montant maximum à déduire, dont l'affectation serait choisie par le contribuable lui-même. Après un certain temps, les pouvoirs publics pourraient supprimer les réductions ou les exonérations rarement utilisées. C'est l'accumulation de toute une série de petits postes

de déduction, souvent assez symboliques au demeurant, qui ont au final rendu le système tellement complexe. Les revenus ainsi générés pourraient évidemment d'abord être utilisés pour réduire le taux d'imposition et promouvoir de la sorte une certaine éthique fiscale. Il convient d'établir un échéancier des objectifs quant au nombre de ménages qui seraient exonérés de l'obligation de déclaration.

Une agence unique de lutte contre la fraude fiscale et sociale

Itinera propose de créer une **agence unique de lutte contre la fraude tant fiscale que sociale**. L'intégration de services actuellement dispersés permettra de combattre la fraude de façon beaucoup plus efficace.

Veiller à la mise en place d'un régime cohérent de fiscalité internationale des sociétés

Par la pratique d'une optimisation extrême, certaines entreprises foulent aux pieds non pas la lettre mais bien l'esprit de la législation fiscale. Pour faire en sorte que les entreprises paient elles aussi leur juste part, il est plus que temps que les gouvernements fassent leur mea culpa et se mettent la pression les uns les autres pour organiser un **régime cohérent de fiscalité internationale des sociétés**. Exemple pourrait être pris sur les évolutions de la fiscalité des personnes physiques. Plutôt que d'imposer les multinationales en tant qu'entités distinctes, la Belgique doit défendre un système international de taxation unifié (via ce qu'on appelle le formulary apportionment, ou répartition par formule). Les entreprises doivent en outre être encouragées **à communiquer**, dans leur rapport annuel et autres publications, **des informations sur les impôts qu'elles paient dans le monde entier**.

Lisez le rapport sur www.itinerainstitute.org

Pour plus d'informations, contactez **Ivan Van de Cloot** (Chef économiste Itinera) : 0478-43.47.17

Note à la rédaction

Série d'Itinera consacrée aux élections : Audace et réalisme

C'est notre pays qui devra réaliser, après Chypre, la plus grande adaptation budgétaire pour stabiliser à long terme la dette et la ramener à un niveau raisonnable. Avec un effort à fournir de plus de 6% du PIB, cela représente bien plus que l'actuel déficit budgétaire. Puisqu'aucun parent ne trouverait normal de vivre à crédit sur le compte de ses enfants encore à naître, comment nous permettrions-nous de le faire en tant que collectivité ? Les politiciens qui n'incluent pas cette réalité dans leur campagne électorale, caressent de dangereuses chimères. Itinera part de ce constat de réalité mais en l'assortissant d'une bonne dose d'ambition, et regroupe donc ses propositions sous le dénominateur commun d'un réalisme audacieux. C'est précisément parce que les pistes proposées sont basées sur un réalisme budgétaire qu'elles sont réalisables, et à plus d'un égard parfaitement combinables avec certains points de programme des différents partis.